

Le pouvoir aux travailleurs

23 DEC 1998

N° 61

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- GREVE GENERALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE: EXPRESSION D'UN MECONTENTEMENT REEL	2
- AFFAIRE ROGER NASRA: UN PROCES POUR AMUSER LA GALERIE	3
- MANIFESTATION CONTRE UNE HAUSSE ABUSIVE DU COURANT	4 - 5
- L'ARMEE, LA POLICE, LA GENDARMERIE, UNE FORCE CRIMINELLE AU SERVICE DE LA CLASSE RICHE	6
- DES TRAVAILLEUSES EN COLERE	7
- LA COTE D'IVOIRE ET LA MONTEE DE LA PAUVRETE ...	7 - 8
- GABON: ELECTION PRESIDENTIELLE, UNE MASCARADE	9 - 10
- LE CHAMPAGNE VA COULER A FLOT POUR LA MINORITE DE PRIVILEGES EN AFRIQUE	10 - 11
- IL N'Y A PAS DE DROITS DE L'HOMME SOUS LE CAPITALISME	11 - 12

GREVE GENERALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE: EXPRESSION D'UN MECONTENTEMENT REEL

Les 2 et 3 de ce mois, il y a eu une grève générale dans la Fonction publique contre entre autres, le blocage des effets financiers des avancements, la décision récente concernant l'avancement au mérite ainsi que le non remboursement des prestations de la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'Etat (MUGEF-CI).

Pendant 2 jours, certains secteurs de la Fonction publique étaient presque vides et même parfois tout simplement fermés. Cette grève était d'autant plus suivie que les 3 centrales syndicales (Dignité, FESACI et UGTCI) l'ont déclenchée avec une belle unanimité.

C'est la première fois depuis l'indépendance qu'une telle grève a eu lieu dans la Fonction publique. C'est aussi la première fois que l'UGTCI a appelé à une grève. En effet, ce syndicat lié au PDCI a été toujours contre la grève. Il y a quelques années dans une interview, son Secrétaire général avait fièrement affirmé avoir déjoué toutes les tentatives de grève.

Eh bien, aujourd'hui, l'UGTCI a jugé nécessaire de se démarquer un peu du PDCI en se joignant à cette grève. C'est que, comme les deux autres Centrales syndicales, elle a senti une montée perceptible de la colère des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Et il y a en effet de quoi être en colère quand on sait que depuis le début des années 80, les salaires sont bloqués, les avancements ont lieu sans effets financiers, les salariés de l'Etat ont du mal à se faire soigner parce que leur assurance mutuelle est presque en faillite, les enseignants embauchés à partir d'octobre 1991 ne touchent plus que la moitié du salaire auquel ils devraient avoir normalement droit, etc.

Tous ces problèmes sont aggravés par la dévaluation du FCFA qui a diminué le pouvoir d'achat des salariés tout en rendant plus élevé le coût de la vie.

C'est face à tous ces problèmes que les fonctionnaires et agents de l'Etat ont tenu à exprimer leur ras-le-bol. Ils ont dit que cette grève générale était un "avertissement" et que si le gouvernement ne le prenait pas en compte, ils déclencheraient une autre grève. L'UGTCI et la FESACI ont même déclaré après cette grève: "préparons-nous à une grève plus dure et plus longue".

C'est apparemment une telle épreuve de force que cherche le gouvernement qui, par la voix de son ministre de la Fonction publique, dit que: "les perturbations ont été moins gênantes. L'impact de la grève peut ne pas être significatif sur l'économie".

Mais si le gouvernement veut un "impact significatif sur l'économie" avant de céder aux revendications des salariés, dans le cas d'une nouvelle grève il n'y a qu'à s'y mettre tous ensemble, ceux du privé et du public. Car la baisse du pouvoir d'achat est un problème réel auquel tous les salariés sont confrontés. Une augmentation générale des salaires est donc une nécessité pour tous.

**AFFAIRE ROGER NASRA:
UN PROCES POUR AMUSER LA GALERIE**

Le 3 décembre dernier, le procès de l'affaire Roger Nasra qui a fait couler tant d'encre et de salive a connu enfin son dénouement. Le principal accusé, Roger Nasra, a écopé de 20 ans de prison pour avoir détourné une somme de 950 millions de FCFA. Ses complices, Mme Touré, sous-directrice des comptes hors-budget et des Collectivités territoriales et Kacou Silvère, commis du Trésor, ont été aussi condamnés à 20 ans de prison ferme. Un ancien chef de service courrier à la direction des Budgets a été condamné à 24 mois de prison ferme. De plus, ils devront payer ensemble les 950 millions de FCFA représentant le montant de la somme détournée et 600 millions de FCFA à titre de dommages et intérêts.

Mais à la surprise générale, J. Bouadou, le DG du Trésor public, a été purement et simplement relaxé. Pourtant, depuis le début de cette affaire, Roger Nasra a toujours répété qu'il avait remis la somme détournée à Bouadou, parce que celui-ci lui avait dit que cette somme devait alimenter les "fonds secrets" pour la campagne électorale de Bédié à l'occasion de l'élection présidentielle de 1995.

J. Bouadou a tout nié en bloc, prétendant qu'il ne connaissait pas personnellement Roger Nasra et qu'il n'avait pas reçu un seul centime de celui-ci. Malgré de nombreuses zones d'ombre que les juges ont délibérément omis d'éclairer, Bouadou a été acquitté.

Mais pour comprendre le sens de cet acquittement, il faut se rappeler qu'au début de cette affaire de détournement, lorsque Bouadou et d'autres inculpés ont été emprisonnés à la MACA (Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan) en attendant leur jugement, le DG du trésor avait menacé de "parler". Cette menace a vraisemblablement pesé lourd sur le procès.

Bouadou a donc été libéré pour qu'il ne "parle" pas. Il fallait protéger d'autres personnes placées au-dessus de lui, qui risquaient d'être éclaboussées par cette sale affaire. Mais il s'agissait aussi de respecter une tradition: des hauts fonctionnaires coupables de détournements des fonds publics n'ont jamais été punis dans ce pays. Houphouët Boigny les avait même encouragés en disant: "*on ne regarde pas dans la bouche de celui qui grille des arachides*". Alors pourquoi regarder aujourd'hui dans la bouche d'un Bouadou?

Avant le procès, quand Bouadou était en détention provisoire, sa femme a dit à un journal de la place: "*tout le monde vole dans ce pays, pourquoi c'est mon mari qu'on veut arrêter*"?

Cette brave dame connaît bien son homme, mais apparemment pas assez la "justice" qui allait finalement lui donner raison!

MANIFESTATION CONTRE UNE HAUSSE ABUSIVE DU COURANT

Suite à une augmentation brutale des factures de courant, plusieurs dizaines de personnes ont manifesté le mardi 09 décembre dans la commune d'Abobo. Cette manifestation a été réprimée et dispersée par la police.

Avec la vague de privatisation, la compagnie d'électricité a été privatisée il y a quelques années. L'acquéreur principal est la Saur, une entreprise appartenant à Bouygues. Celui-ci a touché le gros lot, puisqu'il ne fait qu'exploiter le réseau, sans aucunement être impliqué dans l'entretien du gros oeuvres et le développement du réseau.

Il y a quelques années, les factures de courant payées par les particuliers avaient augmenté. En plus de l'augmentation du prix du Kwh, l'Etat y avait inclus diverses taxes: contribution à l'électricité rurale, la taxe communale, TVA, redevance radio-télévision, timbre, etc.

Mais par crainte de la colère de la population pauvre, pressurée déjà de tous les côtés, l'Etat avait pris les devants en subventionnant les "économiquement faibles": ceux qui ont des compteurs de 5 ampères payeraient le Kwh à 34,83 Fcfa et les autres, 69,61Fcfa.

Déjà que le nombre de compteurs 5 ampères étaient limités et donc difficiles à avoir, mais voilà aujourd'hui que le gouvernement remet même en cause ce petit avantage.

Pour cela, voilà plusieurs mois que le gouvernement mène toute une propagande en disant que les "nantis" se sont tous accaparés de compteurs de 5 ampères. Pour preuve, dit-il, le constat est que quelque 70% de ceux qui ont un compteur de 5 ampères consomment plus de 80 Kwh, le plus souvent plus de 400 Kwh. Ainsi donc le manque à gagner pour l'Etat serait de plusieurs milliards de Fcfa par an.

Le gouvernement a trouvé là un bon prétexte pour ne plus poursuivre normalement le programme d'électrification des villages qui avait été établi, tout en dégageant ses propres responsabilités et justifiant du même coup la nouvelle augmentation.

Ainsi, selon le gouvernement, la nouvelle augmentation de la facture de courant ne toucherait pas les plus pauvres puisqu'elle ne serait valable que pour ceux qui consomment plus de 80 Kwh.

Mais le gouvernement et la CIE ne trompent personne. Tout le monde sait que la majorité des 70% prétendument "nantis" parce qu'ils consommeraient plus de 400 Kwh par abonné, ce sont au contraire les plus pauvres. Ceci s'explique par le fait que la grande majorité des habitants d'Abobo vivent dans des "cours communes". Et le plus souvent, quand ils ont du courant, il n'y a en tout et pour tout qu'un seul compteur pour plusieurs familles. Voilà d'où vient la consommation des 400 Kwh! Il faut en effet savoir que la

grande majorité de la population de cette commune ne peut même pas bénéficier d'un compteur tellement il y a des tracasseries administratives, sans parler de la caution à payer. La CIE et le gouvernement le savent parfaitement. Et autant dire que ça les arrange.

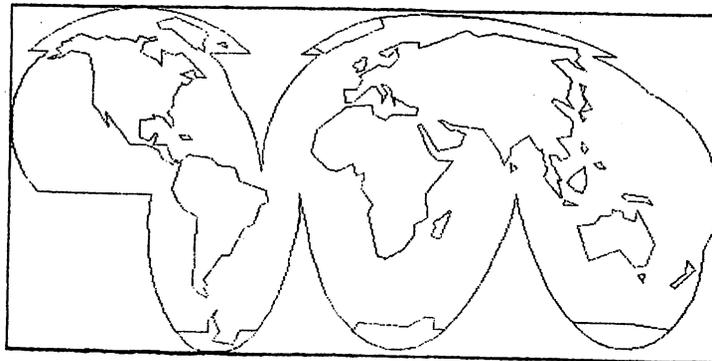
Non, l'objectif de la CIE et du gouvernement n'est nullement de faire payer les "nantis", mais bien de faire payer les plus pauvres de la population.

C'est ainsi que les journaux ont rapporté des exemples réels sur le montant

des factures du mois de décembre qui étaient à l'origine du mécontentement: un abonné qui payait habituellement 12.000 Fcfa voit sa facture montée à 20.675 Fcfa. Pour un autre, elle est passée de 23.000 Fcfa à 54.250 Fcfa.

L'augmentation actuelle du Kwh qui frappe les plus pauvres rentre dans le cadre plus général de la politique du gouvernement à trouver de nouvelles rentrées d'argent pour combler ses caisses. Et ce n'est pas dans la poche des riches qu'ils le prennent mais bien dans la poche des plus pauvres.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

L'ARMEE, LA POLICE, LA GENDARMERIE, ... UNE FORCE CRIMINELLE AU SERVICE DE LA CLASSE RICHE

Les "bavures policières" s'ajoutent les unes aux autres et se ressemblent. La dernière victime dont la presse a fait cas est un jeune de 16 ans. "Il s'est pendu dans sa cellule", nous dit-on du côté du commissariat du Plateau. Ça ressemble drôlement à du déjà entendu, nous dirons les chauffeurs de taxis.

Comme pour minimiser cet assassinat aux yeux des riches, la police a beaucoup insisté sur le fait que ce n'était qu'un "jeune de la rue". Donc, pour eux, un délinquant, "un voleur de cellulaires", qui ne méritait à leurs yeux, après tout, pas autre chose. En tous cas, ses jeunes camarades d'infortunes du plateau ne l'ont pas entendu - à juste raison- de cette oreille. En apprenant l'assassinat par la police de l'un des leurs, ils ont manifesté leur colère devant le commissariat.

Tout juste une semaine avant, le 15 décembre, un certain Camara Yaya a été interpellé aux Deux-Plateaux par une patrouille de gendarmerie, alors qu'il attendait tranquillement son Woro-Woro. Il a lui aussi été tué, battu à mort par ces derniers. Son nom ne sonnait probablement pas bien ivoirien, selon les principes de "l'ivoirité" cher à Bédié, la victime a été menottée avec plusieurs autres et conduits à l'école de la Gendarmerie. Selon les témoins (raflés), ils ont

été "molestés, battus à sang, piétinés". Ce tabassage ne ferait-il pas partie des travaux-pratiques des élèves-gendarmes de cette école?

Après tout, les corps habillés constituent le bras armé de cet appareil qu'est l'Etat bourgeois, pour le maintenir et la défense des intérêts fondamentaux de la classe riche contre la classe pauvre.

Camara Yaya avait tous ses papiers le jour de son arrestation. Il avait aussi sur lui sa paie du mois qu'il venait de toucher. Il était comptable de son état. Cet argent a bien évidemment disparu entre leur mains. Assassins, ils le sont! Voleurs, ils le sont aussi! Et avec le pouvoir actuel, ils sont à la bonne école!

Contrairement à l'assassinat de ce "jeune de la rue", la mort de ce comptable risque de gêner quelque peu le pouvoir puisque ce dernier, apprend-on par les journaux, était fils d'ancien préfet, inspecteur des affaires administratives à la présidence de la république dans les années 1978.

Quoiqu'il en soit, ce ne sera pas la dernière tuerie de cette police ou de cette armée. Ils sont dressés pour frapper et tuer les pauvres, dont eux-mêmes, du moins leurs plus bas échelons, en sont issus.

LEURSOCIETE

DES TRAVAILLEUSES DE H-INTERNATIONAL EN COLERE

Le 25 novembre dernier, une centaine de travailleuses de H-International (société de ramassage d'ordures) ont manifesté vers la Présidence pour exposer leur problème de 3 mois d'arriérés de salaires au président de la République.

C'était une bonne idée car il vaut mieux s'adresser à Dieu qu'à ses anges. Avant cette manifestation, elles avaient déjà interrompu le travail depuis le 15 novembre, et avaient dit ne reprendre le travail qu'une fois qu'elles auront reçu leur dû.

Comment faire autrement

quand elles doivent payer les frais de transport elles-mêmes pour aller au travail, qu'il faut avoir un peu de moyens pour manger un peu à midi après avoir travaillé sous un soleil brûlant. De plus, en balayant avec les moyens du bord les rues d'Abidjan, ces femmes prennent tous les jours le risque de se faire écraser par des chauffards. Ce qui était d'ailleurs malheureusement arrivé à l'une d'entre elles, il n'y a pas très longtemps.

Alors travailler dans de telles conditions et rester des mois sans salaires est intolérable.

LA COTE D'IVOIRE ET LA MONTEE DE LA PAUVRETE

A Abidjan s'est tenu un colloque international sur "les questions liées à la maladie et la faim chez les pauvres". "l'expert" de ce forum, M. Brunet Jailly, travaillant à l'ORSTOM d'Abidjan depuis 1995, a accordé une interview au journal Fraternité-Matin.

C'est un fait exceptionnel et surtout nouveau que ce journal gouvernemental parle ainsi avec des chiffres sur la

pauvreté en Côte d'ivoire.

L'interviewé raconte que "ce n'était pas politiquement correct", avant 1985 de parler de pauvreté en Côte d'Ivoire, où "l'économie ivoirienne flambait" au profit des "riches" qui ont "accumulé énormément".

Entre 1985 et 1988, "une étude des niveaux de vie" avait été menée par l'Institut national des statistiques,

L E U R S O C I E T E

financée par la Banque mondiale. Cette étude avait été cachée au public. Il a fallu attendre 1995-1996 pour voir publier une autre étude réalisée en 1993, avec l'aggravation de la pauvreté en Côte d'Ivoire. Mais même là, un séminaire prévu à Yamoussoukro avait été "décommandé au dernier moment" et "un fonctionnaire a été appelé à des explications... parce que l'opposition s'était emparée de ces résultats". Encore "aujourd'hui, ajoute-t-il, il est très difficile de travailler sur cette question".

"Il y a des pauvres en Côte d'Ivoire". "Je crains que la masse de ceux qui existaient depuis longtemps en particulier dans les régions rurales, soit restée à ce niveau depuis 20 ou 30 ans"... "Ce qui est nouveau, c'est qu'est apparue une pauvreté urbaine... un certain nombre de gens de la ville qui avaient travaillé pendant 10 ou 15 ans dans les grandes entreprises ou dans l'administration et qui ont été compressés".

L'évolution de la pauvreté est manifeste: en 1985, appren- on, 10% de la population avaient moins de 75.000Fcfa de revenu par an. En 1995, donc 10 ans après, c'est le tiers de la population ivoirienne qui se retrouve avec ce même niveau de vie, avec 140.000 Fcfa de revenus par an et par tête d'habitant. La dévaluation de CFA intervenue au début de l'année 1994, avec l'augmentation des prix, étant passée par là. "Il est indubitable que la pauvreté a augmenté", avec une moyenne

d'environ 30% de la population: "20%" de la population "d'Abidjan"; "dans les autres villes, cette proportion augmente à 30% et dans le reste rural, elle est de l'ordre de 50%".

L'écart entre riches et pauvres est énorme. Par exemple, "les dépenses d'hospitalisation entre les 10% de la population les plus riches et les 10% les plus pauvres varient de 1 à 3.000". Ainsi, "le médicament représente chez les plus pauvres, 80 % des dépenses de santé".

Pour, ne serait-ce que permettre aux plus pauvres d'améliorer leurs soins, le gouvernement pourrait avoir une politique de médicament générique ou des médicaments en "dénomination commune internationale". Mais notre "expert" constate "une volonté délibérée de limiter l'approvisionnement en médicament générique, parce que ces médicaments ne représentent pas les mêmes marges pour les pharmaciens d'officines et pour les importateurs". "Les pharmaciens ont une marge supérieure à 30% sur les médicaments de spécialités". "Ce n'est pas intéressant pour eux de vendre les médicaments génériques"... "Ce qui me semble le plus inquiétant c'est que le ministre de la santé a pris par deux fois une circulaire annonçant" une limitation des médicaments génériques. "On voit donc cette façon de protéger la part de marché des officines".

Voilà le constat d'un expert. Comme quoi, il est difficile de cacher la réalité.

GABON : ELECTION PRESIDENTIELLE, UNE MASCARADE

Le 6 décembre dernier une élection présidentielle a eu lieu au Gabon. Comme il fallait s'y attendre Omar Bongo est réélu président dès le premier tour avec 66.5% des voix. Considéré comme l'un des doyens des chefs d'Etat d'Afrique francophone, il a déjà à son actif 31 ans de pouvoir.

S'il le voulait vraiment Bongo aurait pu gagner avec 99% des voix comme il l'avait déjà fait par le passé. Mais les temps ont changé et il n'est plus de bon ton pour les dictateurs de faire un excès de zèle en matière de pourcentage électoral. La mode est plutôt autour de 60 à 70%. Ca fait plus "démocratique". Nos dictateurs parlent plutôt maintenant de "transparence" de "conseil nationale électorale indépendant". Bongo n'a pas voulu être du reste. Tout d'abord, soi-disant pour montrer que les élections allaient se dérouler dans la transparence, il a fait appel à des "observateurs indépendants" de l'Association Internationale pour la Démocratie. Cet organisme français a envoyé au Gabon treize juristes comme observateurs prétendument au-dessus de tout soupçon. D'autres juristes se sont joints à ces derniers pour former un contingent de plus de 200 personnes se retrouvant au Gabon. Comme par hasard ces "observateurs" étaient dirigés par des hommes très connus pour leur fidélité au président Bongo. Parmi ceux-là il y a un certain Bourgi, membre du RPR,

qui a toujours travaillé dans l'ombre avec Foccard, ami personnel de Bongo, bref quelqu'un qui s'occupe bien de la pérennité de ce dictateur et des intérêts de l'impérialisme français en Afrique.

Evidemment au lendemain des élections tous ces juristes ont tous considéré qu'il n'y avait aucun problème, que tout s'est très bien passé. Et pourtant les électeurs eux ont montré qu'ils ne se font pas trop d'illusion sur le résultat. D'abord le taux de participation a été très faible, 53% dans tout le pays et 35% dans la capitale, Libreville.

Comme à chaque élection, les hommes de Bongo, en plus des bourrages traditionnels des urnes, n'ont pas hésité dans leurs moyens pour convaincre les hésitants, les indécis. Des cadeaux en CFA sont distribués à ceux qui votent et font voter les électeurs fictifs. Pour ce faire Bongo n'a aucun problème, la caisse de l'Etat c'est comme sa poche personnelle, il y puise dedans et il n'y a personne pour le contredire. D'ailleurs pour sa campagne électorale il a, paraît-il, mis plus de moyens que d'habitude. Cette fois-ci ce fut dit-on "à l'américaine", déplacements fréquents en hélicoptère, meetings plutôt festifs avec distribution des tee-shirts avec l'effigie du président.

Dans les quartiers de Libreville qui sont acquis à l'opposition, les bureaux de

vote ont été mystérieusement déplacés à la dernière minute, avant l'ouverture, dans des endroits très éloignés.

Il est bien vrai que face à un tel dictateur, qui est protégé par la France impérialiste, qui a des moyens financiers et militaires pour faire perpétuer son régime, l'opposition n'a pas l'air d'être à la hauteur de la

situation.

Pour l'heure Bongo reste le dictateur du Gabon. L'impérialisme français veille sur lui. Il peut dormir tranquillement jusqu'au jour où des travailleurs en révolte, abattront sa dictature et mettront en place un régime qui défendra les intérêts de tous les exploités.

LE CHAMPAGNE VA COULER A FLOT POUR LA MINORITE DE PRIVILEGES EN AFRIQUE

En cette période de fête de fin d'année, le Champagne, le Whisky et autre boisson alcoolisée de luxe, devraient, selon les prévisions des importateurs de ces boissons dans les pays africains, atteindre des chiffres records. Dans le passé, tour à tour, le Gabon, le Cameroun, la Côte d'Ivoire ou le Congo avaient déjà battu leur record dans la consommation de ces boissons onéreuses, (symbole de la "réussite" sociale pour la classe des privilégiés dans certains pays d'Afrique) tant il est vrai que malgré une misère généralisée qui règne dans nos pays, la petite minorité de riches n'a jamais été aussi riche au milieu d'un océan de misère. Soit dit aussi en passant que ce n'est pas parce que les autres pays d'Afrique ne sont pas cités parmi les relativement gros consommateurs de ces boissons que les riches y sont moins riches ou que l'exploitation ou les vols des deniers publics y sont moindres. C'est seulement parce que ces boissons alcoolisées importées y

sont moins consommés pour des raisons multiples dont celle de la religion.

Il suffit seulement d'observer le nombre de voitures de luxe, des mercédés ou de BMW derniers cris, des 4x4 spacieuses et chromées, de compter le nombre de villas de luxe qui se construisent dans les banlieues luxueuses d'une ville comme Abidjan pour imaginer la richesse qui se concentre entre les mains d'une classe de privilégiés, y compris des "locaux". Ces richesses, faut-il le rappeler, proviennent la plupart du temps des détournements de fonds publics ou de trafics en tous genres quand ils ne viennent pas directement de l'exploitation sauvage des travailleurs des villes ou des petits paysans des campagnes qui produisent les matières premières telles que le café, le cacao, le coton ou autres produits d'exportation. Les salaires sont tellement dérisoires et les conditions des travail tellement atroces qu'on s'y croirait encore à l'époque

des temps de la colonisation. C'est dans ces conditions que les exploités font fortune.

Alors, le champagne va couler à flot pour ces derniers mais pour la grande majorité ces fêtes risquent d'être une frustration de plus car même si le coeur y sera peut-être - après tout pourquoi les pauvres n'auraient-ils pas droit à la fête? - le portefeuille n'y sera

certainement pas. Et s'il y a un souhait que l'on pourrait faire en l'occasion de cette fin de l'année c'est que l'année prochaine soit pour les travailleurs et pour l'ensemble des exploités une année où ils pourront faire payer aux exploités le prix de toutes les souffrances que leur système fait subir depuis des générations à l'ensemble des classes laborieuses.

IL N'Y A PAS DE DROITS DE L'HOMME SOUS LE CAPITALISME

Il y a cinquante ans, le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations Unies réunie à Paris, adoptait la "Déclaration universelle des droits de l'homme". Les Nations Unies comptaient alors 56 Etats membres. Aujourd'hui elle en compte 185 et chaque pays membre est supposé adhérer à cette déclaration.

A l'occasion de la célébration de ce cinquantenaire, de nombreuses manifestations ont eu lieu un peu partout dans le monde. Et ce fut une occasion de plus pour les dirigeants des grandes puissances impérialistes mais aussi pour les dirigeants des Etats dictatoriaux des pays pauvres de déverser des flots d'hypocrisie sur les droits de l'homme auxquels ils seraient tous attachés.

Chirac a réuni pour l'occasion quelques anciens prix Nobel de la paix, quelques opposants chinois ainsi que le Dalaï Lama (chef spirituel et politique tibétain revendiquant

l'autonomie du Tibet) autour d'un déjeuner à l'Elysée histoire de montrer qu'il fait quelque chose contre les régimes qui oppriment leurs peuples à travers le monde. Mais cela ne l'a pas empêché, moins de deux semaines plus tôt, de recevoir dans ces mêmes lieux et avec la même joie, lors du sommet franco-africain, une brochette de chefs d'Etat africains, dont certains sont à classer parmi les plus grands criminels et les plus corrompus du continent.

Dans les capitales africaines aussi on a célébré cet anniversaire. Ainsi à Abidjan le gouvernement s'est félicité de mettre à l'honneur les droits de l'homme puisqu'un de ses ministres porte le titre de celui de la "Justice et des Droits de l'homme". Celui-ci a vanté les "conquêtes significatives" des droits de l'homme en Côte d'Ivoire. "La Côte d'Ivoire, a-t-il déclaré sans rougir, ne se contente pas de proclamer les droits humains, elle se fait un devoir de les mettre en pratique". Le journal

gouvernemental "Fraternité
 Matin" a même publié pour
 l'occasion les 30 articles de la
 "Déclaration universelle des
 droits de l'homme".

Que d'hypocrisie de part et
 d'autre. Car pendant que ces
 messieurs font de beaux discours
 sur les libertés et les droits
 fondamentaux, des millions de
 personnes, y compris sous leurs
 yeux ne bénéficient même pas du
 droit élémentaire qu'est le
 droit à la vie. Même dans un
 pays riche comme la France
 combien y a-t-il de personnes
 qui n'ont plus le droit ni au
 logement ni aux soins parce
 qu'ils sont au chômage et n'ont
 plus de revenus suffisant pour
 avoir accès à ce minimum ? A
 plus forte raison dans les pays
 pauvres c'est la majorité de la
 population qui est exclue de ce

droit à la vie pendant qu'une
 petite minorité vit dans le luxe
 le plus insolent.

Dans un monde dominé par la
 recherche du profit, un système
 dont la base est fondée sur
 l'exploitation de l'homme par
 l'homme, c'est la loi de la
 jungle qui est de mise. Pour
 maintenir l'écrasante majorité
 de la population dans la misère,
 pour lui imposer toutes les
 injustices, les exploitateurs
 utilisent la terreur par
 l'intermédiaire de leurs Etats.
 Et quand dans les pays pauvres,
 les pouvoirs locaux n'y
 parviennent pas ils sont aidés
 par les dirigeants des grandes
 puissances pour y rétablir
 l'ordre. Dans un tel monde il
 n'y pas de place pour les droits
 de l'homme autrement qu'en
 termes hypocrites.

*

*

*

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservés aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour taches:

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
 - donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.
 - favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale
- La présente revue entend dans cette perspective:
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
 - combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
 - contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
 - oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.